

Zeitschrift:	Revue Militaire Suisse
Herausgeber:	Association de la Revue Militaire Suisse
Band:	103 (1958)
Heft:	1
Artikel:	Les services de renseignements allemands durant la dernière guerre
Autor:	Leverkuehn, Paul
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-342853

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 09.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

REVUE MILITAIRE SUISSE

Rédaction-Direction : Colonel-brigadier Roger Masson

Rédacteur-Adjoint : Lt-colonel EMG Georges Rapp

Administration : Lt-colonel Ernest Buetiger

Editeurs et expédition : Imprimeries Réunies S. A., av. Gare 33, Lausanne
(Tél. 23 36 33 — Chèq. post. II. 5209)

annonces : Publicitas S. A., succursale, rue Centrale 15, Lausanne

ABONNEMENT : Suisse : 1 an Fr. 12.— ; 6 mois Fr. 7.— ; 3 mois Fr. 4.—
Etranger : 1 an Fr. 15.— ; 6 mois Fr. 8.— ; 3 mois Fr. 4.50

Prix du numéro : Fr. 1.50

Les services de renseignements allemands durant la dernière guerre

Le Dr Paul Leverkuehn a appartenu à l'organisation de contre-espionnage de l'amiral Canaris. Il a fondé et dirigé le service de renseignements militaires allemand en Asie mineure et au Moyen Orient.

Le Service de renseignements militaires, généralement désigné sous le nom d'*Abwehr* (protection), avait primitive-
ment pour tâche principale de protéger l'armée contre les services ennemis. Son activité s'entendit par la suite à la recherche positive des renseignements. Après 1938, elle consti-
tua un service spécial dans le cadre du haut commandement de la Wehrmacht, l'*Ausland-Abwehr*, sous la direction de l'amiral Canaris.

Le premier bureau de l'*Ausland-Abwehr* s'employait à la recherche des renseignements, le deuxième s'occupait des missions spéciales, telles que sabotages, insurrections, appui aux mouvements d'opposition, le troisième assumait la protection contre les services étrangers.

Dès l'origine, la structure de ce service fut décentralisée. Les sept, ultérieurement douze, régions militaires et maritimes eurent leurs sections de renseignements qui se fondirent en un service général lorsque les forces armées furent placées sous un commandement supérieur. On leur attribua des champs d'action particuliers en fonction de leur situation géographique et de leurs compétences spéciales. Par exemple : Königsberg et Breslau s'occupèrent plus particulièrement de l'Est ; Cassel, Wiesbaden, Stuttgart et Münster, de l'Ouest ; Hambourg, de la France et des Pays d'outre-mer et, à partir de 1938, de l'Angleterre ; Munich et Vienne, des Balkans ; Nuremberg et Dresde, de la Tchécoslovaquie et de la Pologne.

L'articulation du service central et celle des sections fut calquée sur celle de la Wehrmacht : elle comporta des bureaux de renseignements de l'armée, de la marine et de l'aviation, ainsi que des sections techniques : conservation des documents secrets, service du chiffre et radio. Au cours des hostilités, des bureaux particuliers se consacrèrent au contre-espionnage parmi les prisonniers de guerre. Cette décentralisation, qui fit ses preuves dès le temps de paix, notamment pendant les périodes de tension : occupation de la Rhénanie, crise des Sudètes et Anschluss, fut étendue par la suite aux territoires occupés.

Avant l'ouverture des hostilités, le service de renseignements opéra, surtout en face de la Pologne, par la reconnaissance rapprochée, c'est-à-dire par le simple franchissement de la frontière. Acheminer les informations recueillies ne présentait, dans ce cas, aucune difficulté. A l'Ouest la situation était différente et la reconnaissance lointaine exigea la transmission des renseignements soit par radio, soit par le canal d'un pays tiers.

Le service négligea tout à fait la Hollande et la Belgique, où il ne voyait pas d'ennemis éventuels, et se contenta de les utiliser comme bases de départ des reconnaissances effectuées en France, en Angleterre et outre-mer et comme relais de transmission. En temps de paix déjà, ce dernier point fut l'objet d'une attention toute particulière.

Au temps de la Reichswehr et de ses 100 000 hommes, les sommes affectées au budget du service étaient faibles. Il fallut donc se limiter au strict minimum. Même lorsqu'elles se firent plus substantielles au cours des années 1930, les moyens d'investigation ne purent être développés dans toutes les directions : en effet, pour des raisons politiques, Hitler interdit, temporairement ou définitivement, de toucher à certains pays, tels que l'Angleterre ou l'Italie.

Le Danemark faisait partie de cette dernière catégorie et, lorsque, au début de 1940, l'Allemagne prépara son occupation, ainsi que celle de la Norvège, il fallut procéder à une reconnaissance précipitée de ses forces armées. Le service y parvint sans donner l'éveil au gouvernement danois et dut aussi protéger les embarquements de troupes, qui eurent lieu surtout dans les ports de Bremerhaven et de Stettin, contre les indiscretions, et camoufler dans toute la mesure du possible l'arrivée des transports d'hommes, de munitions et de matériel. L'organisation improvisée en Norvège se montra, elle aussi, à la hauteur des circonstances. Lorsque les avions allemands se posèrent sur l'aérodrome d'Oslo, ils trouvèrent dans le port un navire de commerce à bord duquel était embarqué un agent de confiance muni d'une station de radio et qui put rendre compte de toutes les phases du combat. Soulignons que le poste de T.S.F. du bâtiment n'était pas prévu pour cet usage et qu'il fut mis sous scellés par les autorités norvégiennes à l'entrée du port.

En temps de paix, on pouvait se demander si toutes les dispositions déjà prises ou envisagées se révéleraient efficaces à l'usage. Les campagnes de Pologne et de France en appor-tèrent la preuve. Par son organisation, le service de renseignements allemand répondait bien aux exigences de la guerre moderne, non seulement pour l'armée, mais aussi pour la marine et surtout l'aviation. C'est grâce à lui que l'Allemagne réussit à combler rapidement le retard considérable que le traité de Versailles lui avait imposé dans le domaine de la construction aéronautique. Les campagnes du Danemark et

de Norvège démontrèrent les avantages de la décentralisation, mais il n'en faut pas ignorer les risques : elle réclame une grande confiance dans les capacités et l'esprit d'initiative des échelons subordonnés. Les Allemands firent appel à des officiers d'active ou de réserve habitant dans des ports de mer et ayant une connaissance parfaite des langues scandinaves.

Lorsque, par la suite, l'intérêt se concentra de nouveau sur le front français, Hambourg, réfléchissant à l'avenir, fut conduit à se renseigner avec plus de précision sur la Méditerranée, sur la mer Egée spécialement. Un an plus tard, lorsque la Wehrmacht envahit la Grèce, ce travail était entièrement terminé et les Allemands possédaient tous les éléments qui permirent d'entreprendre une rapide occupation de la Crète, dont la conquête apparaissait à l'époque comme une vue de l'esprit. Il faut rappeler que, dans les Balkans, les Allemands jouirent non seulement des fruits de l'activité déployée par leurs propres services, mais encore de ceux d'une collaboration prudente et subtile avec les services de renseignements hongrois, bulgares et même, en partie, roumains.

La Russie soviétique constituait, dès le temps de paix, le plus épineux des problèmes. On ne parvenait à y glisser des agents que dans des cas exceptionnels. La surveillance exercée se montrait plus serrée et plus rigoureuse que dans n'importe quel autre pays européen. Les pays limitrophes, tels que la Finlande, l'Estonie et la Lettonie avaient la tâche un peu plus facile ; leurs populations frontalières étant de même race que les Russes, un certain trafic pouvait s'établir. L'occupation de la Pologne permit aux Allemands, en leur donnant une frontière commune avec la Russie, de se faire une idée assez exacte de la distribution locale, de l'organisation et de l'armement des forces rouges. La campagne de Finlande avait fait méconnaître l'armée russe en révélant la faiblesse de son commandement et de son armement, si bien que l'état-major général refusa maintes fois d'accorder créance aux renseignements qui lui furent fournis sur le potentiel économique russe, sa souplesse d'adaptation et la possibilité de son transfert vers

l'Est. La surprise que causa l'apparition des blindés soviétiques est une des conséquences de cette erreur de jugement. Le renseignement s'améliora par la suite, l'expérience aidant, et le maréchal von Manstein peut écrire dans ses souvenirs, même à une époque aussi tardive que l'encerclement de Stalingrad, en 1943 : « Les renseignements numériques sur les unités ennemis reposaient sur la somme de tous les rapports fournis par les reconnaissances. Ils se révélèrent presque toujours exacts et non pas exagérés, comme Hitler ne cessait de le prétendre. » Cette phrase dévoile une des plus grandes difficultés auxquelles se soit heurté le service de renseignements pendant la guerre : le haut commandement se refusait à croire les informations qu'il lui fournissait, Hitler préférant voir, contre toute évidence, la situation sous un jour favorable à ses désirs.

Avant 1933, il n'a jamais existé, en Allemagne, de service de renseignements politiques analogue à ceux des autres pays. L'organisation générale de police en tenait lieu. Aussi le Troisième Reich se crut-il obligé d'établir une protection contre les Etats qui lui étaient hostiles. La charge en fut confiée à la police secrète ou « Gestapo » que Goering créa en tant que ministre de l'Intérieur de Prusse, mais qui ne tarda pas à passer aux mains de Himmler et de Heydrich.

Ceux-ci estimèrent qu'il leur fallait également posséder un service de sûreté à l'étranger. Ainsi s'étendit l'activité de la police et du SD.¹ qui eut d'abord un caractère de surveillance policière, mais se transforma vite en un vaste service de renseignements politiques. Ce faisant, Himmler et Heydrich empiétaient sur les attributions des Affaires étrangères. Ribbentrop réagit en échafaudant son propre réseau, mais sans grand succès. Les Affaires étrangères allemandes ne possédaient, ni par formation, ni par tradition, cette intelligence du renseignement qu'ont les mêmes services en Grande-Bretagne ou au Japon, par exemple. Le Foreign Office qui a

¹ SD. ou Sicherheitsdienst ; service de sécurité.

pu prendre connaissance des archives de la Wilhelmstrasse après 1945, s'est étonné de la pauvreté de ses informations.

Ces initiatives ne pouvaient manquer de se répercuter sur le service de renseignements militaires, car la Gestapo et le SD. eurent bientôt l'ambition d'agir dans ce domaine ou tout au moins de fournir des informations qui en relevaient. Leur manque de préparation fit surgir rapidement de graves complications. L'amiral Canaris et Heydrich convinrent alors d'une ligne de démarcation entre leurs activités respectivement militaires et politiques. D'autres frottements se produisirent encore entre le SD. et les Affaires étrangères, alors qu'il eût été de la plus haute importance que ces services ne se chevauchent pas, mais se complètent. L'affaire Ciceron, cet agent du SD. qui subtilisa dans le coffre-fort de l'ambassadeur britannique à Ankara des documents de la plus haute importance prouvant des rassemblements de troupes alliées dans les pays arabes est un exemple typique de ce dualisme.

D'autres sources de renseignements très utiles se créèrent à l'intérieur de la Wehrmacht. L'une d'elles, le *Forschungsamt* (bureau de recherches) s'occupa surtout de la surveillance des communications télégraphiques et téléphoniques. L'armée eut un *Horchdienst* (service d'écoute) et la marine un organisme analogue appelé *B-Dienst*. Ces services captaient et décryptaient les messages de l'ennemi parallèlement au deuxième bureau de l'OKW. Les attachés militaires et les échanges d'informations avec des services amis constituaient une autre source. Le groupe « Ausland » au bureau étranger de l'Abwehr traitait les renseignements de ce genre.

Ce bureau était supérieur à toutes les autres organisations allemandes par la formation très poussée de ses membres et l'ampleur de ses moyens. Le capitaine de vaisseau Canaris, plus tard amiral, lui avait donné cette valeur. Il manifestait cette supériorité d'une manière si évidente qu'il fut longtemps jugé indispensable. Himmler et Heydrich essayèrent pourtant par jalouse de l'écartier pour prendre en mains tous les services de renseignements, mais ils ne décidèrent Hitler à se

séparer de lui qu'au début de 1944. Himmler confia alors la direction de ce service au général SS. Schellenberg¹, qui ne changea presque rien à son organisation.

Les renseignements obtenus étaient transmis pour exploitation aux bureaux compétents de l'OKW, de la marine et de l'aviation qui décidaient de la valeur à leur attribuer. Cette organisation fonctionna de manière satisfaisante en temps de paix et dans les premières années du conflit. Des officiers d'état-major de grade élevé dirigeaient les sections de l'Ausland-Abwehr. Il leur arrivait couramment d'orienter eux-mêmes les recherches et d'en apprécier les résultats. Mais il y avait aussi des ombres au tableau, comme le démontra la suite des événements. Beaucoup d'officiers de troupe et d'état-major n'estimaient pas cette besogne à sa juste valeur et, si les officiers brevetés qui servaient dans l'Abwehr avaient tous reçu la formation de l'état-major, les officiers des états-majors ne possédaient pas tous l'instruction du deuxième bureau. Le rajeunissement des cadres qui s'accentua de plus en plus pendant la guerre eut pour effet de conférer l'exploitation des renseignements à des officiers dépourvus des aptitudes nécessaires. Pour tirer profit des renseignements, il faut avant tout de l'expérience et de l'imagination. Il est indispensable, pour juger de leur véracité et de leur importance, de connaître bien l'étranger, les caractères nationaux, d'être en mesure de prévoir les décisions que pourront prendre les chefs ennemis en fonction des données stratégiques, économiques et politiques. Ces conditions ne se trouvant plus remplies, il en résulta de nombreuses erreurs d'appréciation accentuées encore par l'optique très spéciale d'Hitler ; il rejeta tous les rapports qu'on lui présenta sur le potentiel économique des Etats-Unis et sur ses possibilités d'accroissement pendant la guerre. Il méconnut de même la manière dont les Anglais et les Américains dressaient leurs plans, sous-estima leur patience et leur déter-

¹ Nous aurons l'occasion de commenter ici les «Mémoires» de Walter Schellenberg, dont l'édition française a récemment paru. (Réd.)

mination. L'Abwehr l'informa pourtant des projets alliés en Méditerranée, en insistant sur leur ampleur; en outre, les services espagnols donnèrent les mêmes renseignements. Rien n'entama la confiance du Führer que la réussite de l'opération remplit de stupeur.

Au cours des hostilités on s'efforça de mieux adapter l'une à l'autre la recherche et l'exploitation des renseignements. Mieux valait assurément ne pas abandonner la première aux divers organismes de la Wehrmacht et la centraliser à l'échelon du commandement supérieur. L'envoi des renseignements sans commentaires ni appréciations à des bureaux complètement étrangers à leur recherche ne pouvait donner des résultats satisfaisants que si, entre l'état-major général et l'Abwehr, régnait une unité de formation et de doctrine. Ce fut le cas en temps de paix et dans les premières années du conflit, mais ce magnifique instrument perdit une grande partie de sa valeur lorsque le personnel changea. L'organisation à adopter pour l'avenir dépendait avant tout de la manière dont serait constitué le grand état-major. En créerait-on un seul pour les trois armes, auquel, de toute évidence le service de renseignements devrait être associé par les liens les plus étroits ou maintiendrait-on le système des états-majors séparés ? Dans ce dernier cas, il eût été souhaitable de réunir à l'échelon du commandement supérieur de la Wehrmacht tous les organismes de l'armée de terre, de la marine et de l'aviation.

On ne saurait cependant trop souligner qu'il ne s'agit pas seulement de donner à un service de renseignements une organisation appropriée, mais avant tout, d'en bien choisir le personnel. Les qualités requises sont très différentes de celles qui sont nécessaires aux autres postes du commandement. La personnalité du chef y reste cependant aussi l'élément décisif et si l'Abwehr put rendre tant de services jusqu'à la déclaration de guerre et même au-delà, c'est grâce aux dons exceptionnels de l'amiral Canaris qui possédait véritablement un sixième sens, celui du renseignement, une richesse d'idées inépuisable et une volonté inflexible dans l'exécution.

Lorsqu'il eut constaté, par exemple, que la navigation sur le Danube était indispensable au ravitaillement de l'Allemagne et qu'un de ses officiers lui eut fait remarquer qu'on pouvait efficacement bloquer cette voie d'eau en coulant simplement deux chalands de ciment au défilé des Portes de Fer, Canaris, comprenant que le seul moyen de parer à ce danger était d'établir un contrôle militaire, réussit à persuader le chef du service de renseignements roumain que son pays subirait des dommages économiques considérables si le trafic danubien était interrompu, et à obtenir l'autorisation de faire accompagner chaque train de remorques passant sur le fleuve par des gardes en civil, membres de l'Abwehr. Précisons qu'à cette époque la Roumanie était neutre, mais inclinait plutôt vers les ennemis de l'Allemagne. Cette utilisation « spéciale » du personnel militaire montre bien que le public, influencé par le roman et par le film s'exagère souvent le rôle de l'espion payé.

Dès la campagne de Pologne, des détachements de l'Abwehr furent adjoints aux unités d'avant-garde pour les protéger contre l'activité des services ennemis, mettre la main sur les éléments suspects lors de l'occupation des villages et des villes, empêcher la troupe de renseigner l'adversaire et signaler toutes les personnes dangereuses. Lors de l'occupation du Danemark, des groupes de recherche active furent incorporés pour la première fois aux formations de l'armée, pour communiquer aux états-majors et aux unités d'avant-garde les renseignements sur le pays, obtenus avant le début de la campagne. En temps de paix, pendant les crises qui précédèrent l'ouverture des hostilités, les Allemands avaient déjà constaté l'impérieuse nécessité d'empêcher la destruction des installations matérielles des territoires convoités de manière à conserver pour leur propre usage tout le potentiel économique de ces pays. Lors de la Première Guerre mondiale, l'occupation des régions pétrolifères de Roumanie avait souligné ce besoin ; au cours de la seconde, de petits détachements en civil furent envoyés juste avant le début de l'attaque pour protéger les établissements industriels de la Silésie polonaise et empêcher

les sabotages des « commandos ». Avant que la Roumanie ne sortît de sa neutralité, des agents furent aussi envoyés dans toutes les installations pétrolières importantes sous influence allemande pour les mettre à l'abri d'éventuelles destructions. Ce procédé servait également les intérêts roumains et, avec la tolérance du gouvernement de Bucarest, il fut progressivement étendu aux installations sous influence alliée. Ainsi l'industrie pétrolière roumaine ne fut-elle pas sabotée. Des dispositions analogues furent prises pendant la campagne de Russie pour préserver l'exploitation des pétroles du Caucase. A cet effet, un bataillon fut créé, qui devint vite régiment, puis division. C'est au sein de cette unité, appelée Division Brandebourg que furent formés les hommes et les officiers destinés aux missions spéciales. Comme les « commandos » britanniques, ces hommes de haute valeur se signalèrent par leurs belles qualités militaires sur tous les théâtres d'opérations, notamment dans le désert africain et sur les arrières des lignes russes au travers desquelles ils réussissaient à s'infiltrer, qu'ils tournaient ou survolaient. Dans l'attaque, leur rôle était aussi de première importance : ils s'emparaient des ponts ou d'autres ouvrages indispensables. C'est ainsi que furent pris les ponts sur la Duna qui permirent au corps d'armée du général von Manstein de parvenir dans la région de Léningrad avec une rapidité foudroyante. Ils furent aussi utilisés avec succès dans les Balkans, la guérilla opposant une forte résistance à la pénétration d'une armée de campagne moderne.

La création de ces unités spéciales de l'Abwehr s'effectua tout naturellement dans le cadre du bureau Ausland, sous la responsabilité de l'amiral Canaris. Cependant, la Division Brandebourg resta toujours assez éloignée de l'Abwehr proprement dite. On peut se demander jusqu'à quel point il est judicieux d'associer ici les services de renseignements et les unités du genre « commando ». Une liaison étroite ne se serait justifiée que pour certaines actions : atteintes au moral de l'ennemi par des menées subversives chez les minorités ethniques, sabotages systématiques d'installations militaires ou

économiques importantes, spécialement des sources d'énergie. Le contact d'une réalité toujours nouvelle permit à des officiers de l'Abwehr de suggérer aux techniciens allemands nombre d'armes nouvelles aussi simples qu'efficaces.

Après l'ouverture des hostilités, la lutte contre les services de renseignements ennemis s'intensifia sur le territoire du Reich. Lorsque les prisonniers de guerre et les travailleurs étrangers embauchés dans l'agriculture et surtout dans l'industrie arrivèrent, la question de la sécurité intérieure prit une importance accrue; aussi l'Abwehr y consacra-t-elle un personnel de plus en plus nombreux. La plupart des missions accomplies à ce titre revêtirent un caractère plus policier que militaire. Fait exception l'infiltration dans les services secrets ennemis qui relève essentiellement de la recherche active de renseignements. L'effort fut particulièrement poussé dans la pénétration des organisations clandestines de résistance, appuyées par les Alliés, car dans ce cas, à la recherche du renseignement s'ajoutait une action directement préventive, l'interception des parachutages.

Il aurait été nécessaire de confier la plus grande partie des missions de surveillance pure à la police ordinaire, ou à une organisation spécialement créée à cet effet et jouissant d'une large indépendance, tant il est vrai qu'il est dangereux pour un service de renseignements de développer à l'excès son appareil bureaucratique, dont la croissance oblige inévitablement les chefs les plus doués à perdre leur temps à des besognes secondaires.

L'organisation redevint plus rationnelle à la fin de son évolution, lorsque, le 1^{er} mai 1944, les services de recherches militaires furent incorporés, sous le nom de Bureau militaire, à la Direction centrale de la Sûreté du Reich, ce qui mit fin à leur existence autonome dans le cadre de la Wehrmacht.

Formé dans les rangs de la marine impériale, l'amiral Canaris attacha toujours beaucoup de prix à voir ses officiers s'inspirer des grandes traditions qu'elle leur léguait, sachant combien un service que son activité met nécessairement au

contact d'éléments que la trahison n'effraie pas, doit veiller attentivement à ce que ses chefs demeurent irréprochables, moralement et intellectuellement. Il eut encore l'immense mérite de reconnaître que la guerre moderne ne se livre plus seulement avec des soldats et des armes, mais que c'est aussi et surtout une guerre de potentiels économiques.

Un service de renseignements bien compris n'est plus un simple organisme de préparation à la guerre, c'est une source permanente de contrôles et de vérifications ; il doit, dans certains cas rappeler les gouvernements à la prudence, attirer leur attention sur les risques du moment ou de l'avenir, et leur permettre de comparer à tout instant leurs possibilités matérielles à celles des autres puissances, en un mot d'adapter leur politique à leurs moyens. Combien de décisions, au cours du dernier conflit, eussent été différentes, si ceux qui les ont prises s'étaient fait une idée plus précise du potentiel militaire, économique ou moral de leurs adversaires. Mais il ne suffit pas qu'un excellent service de renseignements révèle ce que l'adversaire s'efforce de cacher, donne aux événements leur véritable signification et en tire les conclusions logiques concernant l'avenir ; encore faut-il que ceux auxquels appartient la décision aient en lui une confiance absolue et exploitent les résultats ainsi obtenus d'une manière judicieuse et permanente.

Dr Paul LEVERKUEHN

Places d'arme et instruction militaire moderne

INTRODUCTION

Le problème des places d'arme a été, ces dernières années, à l'origine de nombreuses polémiques de presse et a provoqué, du moins localement, des remous d'opinions assez violents.